L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MARDI MATIN, 27 OCTOBRE 1874. 46me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI MATIN, 27 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan, —bottes, souliers et brodequins.

Par G. de Fériet, au No 88 rue du Canal, —continuation de la vente de M. Maloches.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 35 de la rue de Chartres — bottes souliers et brodequins, un bel assortiment d'habillements.

SPECTACLES.

Mardi, 27 oct bre 1874.

ACADÉMIE.—La Tentation or Led Astray, avec les Lingard.

GLOBE.—Les Brigands avec toute la troupe Worbois.

L'opinion de M. Field.

M. Field a fait publier dans le *Republican* et le *Times*, une consultation et deux colonnes pour établir que ni la Première ni la Seconde Cour de District de la Nouvelle-Orléans ne sont compétentes pour naturaliser les étrangers.

Toute l'argumentation de M. Field repose sur la juridiction limitée accordée à ces deux cours par la Constitution de la Louisiane et sur la condition exigée par la 5me section de la loi de 1802, d'une juridiction sous la loi commune pour qu'une cour puisse naturaliser des étrangers. M. Field semble ignorer entièrement les autres sections de la loi de 1802 qui accordent le droit de naturaliser à toutes les cours *de District* d'Etat, sans aucune condition de juridiction.

Comme il n'avait rien à répondre à cet argument si puissamment exposé dans la consultation du juge Voorhies, il le passe sous silence et ne tire de la difficulté par une escobarderie en disant, "déclarations que c'est la seule disposition de la loi qui définisse le caractère et la juridiction des cours investies par la loi du Congrès du pouvoir de naturaliser des étrangers," ce qui n'est nullement la question puisqu'aucune définition n'est exigée pour les cours de district et de circuit investies de ce pouvoir, à raison de leur seul titre. Cela est si vrai que M. Field ne peut pas citer un seul cas de contestation s'appuyant à des cours autres que des cours décrivant ou de marine.

Mais au point de vue même restreint où s'est placé M. Field en ne considérant que la question de juridiction, M. Voorhies a démontré péremptoirement que la Seconde Cour avait une juridiction *at common law* fort étendue ; mais cette juridiction n'est pas générale, objecte M. Field. Et où prend-il qu'elle doive être générale ! La section citée porte simplement, "*having common law jurisdiction*," le mot générale ne s'y trouve pas.

Or, la résumé des lois du Congrès sur la matière, donné par le juge Voorhies, prouve clairement que l'esprit de la législature a été de faciliter et de favoriser la naturalisation puisque la dernière loi a eu pour objet d'étendre le droit de naturaliser à des cours auxquelles on le contestait.

La loi doit être interprétée dans le sens libéral qui l'a inspirée, et il ne peut être permis d'ajouter au texte de la loi, comme le fait M. Field, un mot qui ne s'y trouve pas. Car, si on le faisait on priverait presque toutes les cours d'Etat du droit de naturaliser. Quand il s'agit de priver les individus d'un droit, il faut invoquer un texte clair et précis et non une interprétation capricieuse et rigoureuse.

M. Field, qui a été toute sa vie un simple avocat criminel, n'acquerra pas de droits au titre de jurisconsulte par la pauvre consultation dont il a eu tant de peine à accoucher pour satisfaire aux désirs de la clique Kellogg, Packard, Beckwith et cie.

Son argumentation est pitoyable, et son omission à traiter le point principal indique une intention évidente d'éluder la difficulté.

L'opinion de M. Field mise en regard des opinions consciencieuses de plusieurs des avocats les plus éminents de notre barreau, ne nous semble nullement obligatoire pour M. Wright, et elle ne dégagera pas ce fonctionnaire, si son supérieur Kellogg, de la grave responsabilité qui réitérait de toute tentative de leur part, d'empêcher de voter plusieurs milliers de citoyens naturalisés, dont un grand nombre ont déjà exercé ce droit à plusieurs reprises. Ces citoyens ont été enregistrés et ils ont un droit incontestable à voter. Quiconque s'opposera à la réception de leurs votes devra être arrêté et poursuivi criminellement conformément aux lois du Congrès et de l'Etat.

Une réponse à M. Field.

L'honorable Albert Voorhies nous communique la réponse suivante qu'il fait à la consultation de M. Field :

Après avoir cité la section 3 de la loi du Congrès du 1 mars 1802, M. Field dit : "Je maintiens que c'est la seule disposition de loi qui définisse le caractère et la juridiction des cours investies du pouvoir, par la loi du Congrès, de naturaliser les étrangers."

C'est oublier entièrement la section 1 de cette loi qui énumère les diverses cours d'Etat, de territoire et fédérales auxquelles est conféré le pouvoir de naturaliser.

Mais passons.

M. Field oublie encore d'autres dispositions contenues dans cette même loi et notamment :

1o. La section 2 définit le caractère de ces cours, savoir : "a la cour de district ou district ou le dit étranger arrivera, ou à quelque autre cour *of record* des Etats-Unis, ou de l'un des districts territoriaux ou bien d'un *Etat particulier*.

2o. La loi du Congrès du 22 mars 1816 définit dans la section 1 la cour simplement comme une *cour of record*, sans autre qualification.

3o. Par vertu de la loi du Congrès du mai 26, 1824 avec la disposition suivante :

"Section 2. Qu'aucun certificats de citoyenneté ou de naturalisation précédemment obtenus d'aucune cour *of record*, dans les Etats-Unis, ne seront considérés comme invalides, par suite d'une omission à se conformer aux prescriptions de la première section de la loi intitulée, etc.....

La condition de "juridiction simple" de la loi commune ne se trouve que dans la troisième loi "*enabling act*" de 1802, qui étend les pouvoirs de naturalisation à certaines autres cours que celles énumérées dans la section 1. Dans les autres sections de cette loi aussi bien que dans les subséquentes du Congrès, les cours ayant le pouvoir de naturaliser, sont caractérisées uniquement comme cours *of record*, malgré ce qu'en dit M. Field. Pour des raisons très-évidentes, toutes les cours de district et de circuit sont cours *of record*, tandis que d'autre cours locales et inférieures peuvent être ou ne pas être cours *of record*.

ALBERT VOORHIES.

LES RADICAUX A TERREBONNE.—La dépêche suivante dont nous avons reçu une copie sous enveloppe, indique que les radicaux se remuent dans les paroisses Terrebonne et Lafourche.

Terrebonne, 25 octobre 1874.

J. B. PAILLARD,
Chairman Ex-Com. Rep. Party.

Votre dépêche vient d'être reçue à une heure P. M. Cage est ici et sera en ville ce soir. Nous pouvons avoir un bon meeting demain ; nous voudrions avoir les mêmes orateurs mentionnés pour un meeting à Houma samedi et à Thibodeaux le même jour.

O. CROSELER.

DÉPÊCHES EUROPÉENNES.

Paris, 24 octobre.

M. Thiers a écrit une lettre dans laquelle il que avec indignation avoir jamais représenté le gouvernement français comme guidé par des sentiments hostiles à l'Italie. Au contraire, dit-il, on a affirmé que le pays, le gouvernement et l'Assemblée nationale désapprouvent tout mouvement contre l'Italie,

Berlin, 23 octobre.

La France a fait savoir à la Russie qu'elle était disposée à certaines concessions, à l'appuyer dans la question d'Orient.

☞ AVEZ-VOUS remarqué, comme M. Smith était beau dimanche dernier ? Il n'y a rien d'étonnant. Sa chemise était amidonée avec le "Patent Starch Gloss" de Shepard, qui est à vendre chez tous les grocers.

La terreur en Louisiane.

Il paraît que la cavalerie envoyée pour établir un régime de terreur dans la région de la rivière Rouge, ne relève pas du général Emory : elle agit directement sous les ordres des députés marshalls nommés par Packard. Les mandats d'arrestation lancés par centaines contre tous les citoyens connus des paroisses Grant, Lincoln, Rapides, Caddo et autres, émanent de la Nouvelle-Orléans et ont dû être délivrés par quelques commissaires des Etats-Unis, à la requête de l'avocat de district Beckwith?

Ce sont donc ces deux hommes, Packard et Beckwith, qui, d'accord avec Kellogg, dirigent tous ces mouvements qui n'ont d'autre objet que d'empêcher les blancs de voter.

Ce sont ces hommes qui désorganisent le travail dans ces paroisses au moment où il est nécessaire de ramasser le coton. Ce sont eux qui ont la responsabilité de toutes les horreurs qui se commettent dans cette région.

Sont-ils au-dessus des lois du Congrès qui ont pour objet de protéger les citoyens dans l'exercice de leurs droits de vote ? Ne peut-on faire d'affidavits contre eux devant quelque magistrat compétent ? Peut-être cela serait-il inutile.

En tout cas, il est utile de savoir qui a fait les affidavits, qui a signé les mandats d'arrestation, et il faut mettre au ban de l'opinion publique tous ceux qui ont trempé d'une façon quelconque dans le nouveau et infâme complot contre les libertés du peuple de la Louisiane.

LE MAJOR MERRILL ET LE COMITÉ CENTRAL DEMOCRATE-CONSERVATEUR. — On verra par la lettre suivante que M. R. H. Marr a adressée, hier, au général Emory, que le Comité Central démocrate conservateur de la Louisiane s'est empressé de signaler au commandant du Département du Golfe la conduite odieuse tenue à Shreveport par un officier subalterne de l'armée, et de protester, au nom de la conscience publique indignée, contre un acte que les honnêtes gens de tous les partis seront unanimes à réprouver.

Salle de réunion du Comité Central Démocrate-Conservateur de l'Etat de la Louisiane.

Nlle-Orléans, 25 octobre 1874.

Au major-général W. H. Emory, de l'armée des Etats-Unis, commandant le Département du Golfe.

Monsieur,

Nous avons reçu des informations dignes de foi touchant le fait que Lewis Merrill, major du 7ème régiment de cavalerie des Etats-Unis, officier de l'armée, placé sous vos ordres, a fait, il y a peu, contraint, dans la ville de Shreveport, un affidavit, pour l'arrestation d'un grand nombre de citoyens de cet Etat. Le délit que leur impute le dit officier est strictement du ressort des tribunaux civils et n'est justiciable en aucune façon de la loi militaire. Nous sommes, comme vous le savez, au milieu d'une campagne politique conduite en vertu de la Constitution et des lois du pays.

Le zèle déployé par l'officier en question n'a d'autre but que d'exploiter le pouvoir résultant de sa position officielle au préjudice du parti politique dont nous sommes l'organe. Arrivé tout récemment dans cette partie du pays et son affidavit ne constatant pas qu'aucun de ses droits ait été lésé, nous ne pouvons qualifier ses services ainsi prêtés sans motif à un parti autrement que comme contraires à la dignité militaire, visant à l'intimidation et compromettant agrante avec l'esprit de nos institutions.

C'est pour nous un devoir d'autant plus impérieux de protester contre la conduite de cet officier, que nous savons, par la triste expérience du passé, combien il a toujours été facile au parti républicain, en Louisiane, de subordonner le pouvoir civil à la puissance militaire, fait que nos concitoyens du Nord dénoncent justement à cette heure par leurs votes comme un outrage à la liberté constitutionnelle et aux droits du gouvernement civil.

Votre obéissant serviteur,

R. H. MARR,
Président du Comité Central d'Etat.
E. G. DELL, Secrétaire.

UNE ELECTION LIBRE ET LOYALE.—L'un des honorables citoyens arrêtés à Shreveport, sur l'affidavit de ce mercenaire en uniforme, le major Lewis Merrill, est M. J. J. Horan, candidat à la Législature. Il est traduit devant son concurrent, le candidat radical pour le même siége, A. B. Loyisee, commissaire des Etats-Unis.

Est-ce pas là une élection libre et loyale au plus haut point ? Un officier fédéral civil candidat à la Législature, intervient par un affidavit pour l'arrestation de son adversaire qu'il rend incontestablement, assurément, plus agréable, plus digestible, plus nutritive, en la préservant de toute rancidité.

Votre reconnaissant,
A. JAS. 103 rue de Chartres.
Ex-pharmacien interne des Hôpitaux de Paris.

RAPPORT OFFICIEL.—Les commités médicales et scientifiques de la Nouvelle-Orléans ayant été appelées à faire une investigation et à se prononcer sur notre procédé, avant que le brevet fût accordé, le rapport suivant a été fait :

Nouvelle-Orléans, 12 juin 1874.

Cher Monsieur,

En réponse à votre lettre du 8, permettez-moi de dire que j'ai soigneusement examiné l'*Huile Phosphatée*, et aussi, que, pour répondre à votre bonne invitation, j'ai étudié et suivi le procédé complet de sa fabrication.

Voici les résultats de cette investigation :

1° Par votre découverte on rend facilement l'huile de foie de morue capable de dissoudre et de tenir en dissolution parfaite 2 0/0 de Phosphate de Chaux triphasique.

2° En même temps, cette huile est rendue à la fois plus limpide, plus agréable au palais, plus nutritive et plus digestibles.

3° L'intermède employé me semble produire une combinaison chimique entre le Phosphate de chaux tribasique et certains principes intimes de l'huile, ce qui augmente beaucoup la valeur thérapeutique de la nouvelle préparation.

4° Cet intermède, non seulement conserve à l'huile toute sa fraîcheur et sa pureté, et prévient toute altération par l'effet du temps et de l'air, mais encore il agit comme un tonique léger et agréable sur la muqueuse stomachale.

5° La véracité indubitable des faits cliniques présentés rend manifeste l'importance de votre préparation dans le traitement de certaines affections des poumons, des intestins et des lymphes. Il n'est plus permis aujourd'hui de mettre en doute ces faits qui donnent à votre Huile Phosphatée des titres nombreux à la confiance de la profession médicale.

☞ Le "Patent Starch Gloss" de Shepard est à vendre chez J. B. Judlin, Vieille-Levée 300, par 5 cents, 10 cents ou par boîte entière. Essayez-le. Il donne au linge un lustre magnifique et épargne le travail.

Cinquième et dernier Concert-Tombola au profit de la Bibliothèque Publique du Kentucky.

AU PUBLIC.

La Direction s'est décidée à fixer au 30 novembre prochain le tirage du Cinquième et dernier Concert-Tombola au profit de la Bibliothèque Publique du Kentucky. Nous croyons maintenant que tous les billets seront vendus, mais vendus ou non, le tirage n'en aura pas moins lieu au jour indiqué.

L'objet spécial de cet avis est de convoquer une réunion des détenteurs de billets dans la salle de la Bibliothèque Publique, le 20 novembre, afin qu'ils prennent, conjointement avec le comité nommé par les directeurs, des mesures relatives au relevé des cachets, représentant les numéros des billets vendus. Quoique rien ne rende nécessaire la présence des détenteurs de billets, puisque d'après nos arrangements, les intérêts de tous sont également sauvegardés, néanmoins je préférerais que le plus grand nombre possible assistât au meeting et se rendît compte de la loyauté impartiale qui préside à la distribution.

Toutes les mesures ont été prises pour le tirage ; il ne reste qu'un peu plus d'un mois pour placer les billets non encore vendus. Il faut donc que l'on se décide promptement.

THOS. E. BRAMLETTE,
agent et administrateur.
Louisville, Kentucky, 28 octobre 1874.

☞ Le "Patent Starch Gloss" de Shepard améliore l'amidon d'une manière merveilleuse. On peut l'essayer pour cinq cents. A vendre au marché Triéné par Bernard Lanabère.

Meetings Populaires.

On verra, par une résolution du Comité des 70, qu'un mass-meeting du Peuple de la Nouvelle-Orléans est convoqué pour JEUDI soir, à sept heures, devant l'Hôtel de Ville, pour prendre en considération la situation présente de la Louisiane et les graves intérêts mis en péril par des actes d'arbitraire sans nom et par des projets attentatoires aux droits acquis des citoyens naturalisés. Nous pensons que tous les clubs de la ville voudront assister à ce meeting et que toute la population opposée au régime de Kellogg, Packard & Cie., se fera un devoir de prendre part aux délibérations de l'assemblée.

Nous apprenons qu'il doit y avoir mercredi soir, à sept heures, au même endroit, un meeting spécial des citoyens naturalisés, dont les droits sont menacés, dans le but de se consulter et de protester contre l'annulation arbitraire et illégale dont la conspiration Kellogg veut frapper leurs droits.

Un appel signé d'un grand nombre des avocats les plus éminents de la ville convoque tous les membres du barreau à assister à une réunion mercredi dans la soirée, afin de prendre en considération la question de l'autorité de la Seconde Cour à naturaliser les étrangers.

Rien ne sera négligé pour constater les illégalités, les fraudes, les usurpations de la clique radicale qui ose ainsi jeter un nouveau défi à l'opinion publique de cette république et du monde civilisé.

LOUISIANA STAATS ZEITUNG. — Nous avons reçu le premier numéro d'un journal publié sous ce titre en langue allemande et qui soutiendra les intérêts conservateurs. Provisoirement notre nouveau confrère ne paraîtra qu'une fois par semaine, mais peu de temps après l'élection il deviendra quotidien. L'éditeur du Louisiana State-Zeitung est M. H. Benners, déjà connu dans la presse. Les bureaux sont établis rue du Camp No 68. Nous souhaitons à notre confrère une cordiale bienvenue.

STEAMER STRASSBURG.—Ce steamer, parti de Brême pour la Nouvelle-Orléans le 6 du courant, est attendu ici à la fin de la semaine. Voici la liste de ses passagers embarqués à Brême :

CHAMBRE.—Mmes Redwitz, Carl Schlüter, Aron Straus, Paula H. d'Oleire, Theresia Fasnatch et famille, Sera James, Augusta Fischer, MM. Aron Straube, Edward Meyer, Rodrigo, Carl Schlüter, Heinrich Pahé, H. d'Oleire, Herm. Harmsi Th. Oesterreich, P. Horn, H. Zuberbier, Herm. Sebes.

Les passagers d'entrepont sont nombreux.

La liste des passagers qui se sont embarqués au Havre et à Southampton sera publiée à l'arrivée du steamer.

☞ F. Degeorge vend le "Patent Starch Gloss" de Shepard, au coin des rues Bienville et Dauphine

Une découverte importante.

Dans notre numéro de dimanche nous exprimions le désir que M. Jas voulût bien donner lui-même quelques explications sur la nouvelle combinaison médicamenteuse qui est due à ses laborieuses recherches et qui nous paraît appelée à rendre d'utiles services à la thérapeutique. M. Jas nous adresse en réponse à notre invitation, la lettre suivante accompagnée d'un rapport officiel. On y trouvera une explication claire et lucide de la découverte, l'indication des résultats qu'elle permettra d'obtenir :

A M. le rédacteur de l'*Abeille* :

Monsieur,

Je vous remercie de votre mention d'hier et y réponds avec empressement.

Le phosphate de chaux a été reconnu de tout temps comme très efficace dans les maladies des os (dont il multiplie l'accroissement), la débilité générale, les affections scrofuleuses, etc.

A cause de son insolubilité on ne pouvait l'administrer que sous des formes indigestes et repoussantes.

Mainte essais infructueux ont été faits ici et en Europe pour le rendre soluble, sans changer sa constitution chimique.

Récemment, copiant la nature dans son procédé d'assimilation de ce principe, nous avons M. Hays et moi, dissout ce constituant des os, non seulement dans l'eau, mais même dans l'huile de foie de morue qu'il rend incontestablement, suivant le rapport officiel que je vous communiquerai, plus agréable, plus digestible, plus nutritive, en la préservant de toute rancidité.

Votre reconnaissant,
A. JAS, 103 rue de Chartres.
Ex-pharmacien interne des Hôpitaux de Paris.

RAPPORT OFFICIEL.—Les commités médicales et scientifiques de la Nouvelle-Orléans ayant été appelées à faire une investigation et à se prononcer sur notre procédé, avant que le brevet fût accordé, le rapport suivant a été fait :

Nouvelle-Orléans, 12 juin 1874.

Cher Monsieur,

En réponse à votre lettre du 8, permettez-moi de dire que j'ai soigneusement examiné l'*Huile Phosphatée*, et aussi, que, pour répondre à votre bonne invitation, j'ai étudié et suivi le procédé complet de sa fabrication.

Voici les résultats de cette investigation :

1° Par votre découverte on rend facilement l'huile de foie de morue capable de dissoudre et de tenir en dissolution parfaite 2 0/0 de Phosphate de Chaux triphasique.

2° En même temps, cette huile est rendue à la fois plus limpide, plus agréable au palais, plus nutritive et plus digestibles.

3° L'intermède employé me semble produire une combinaison chimique entre le Phosphate de chaux tribasique et certains principes intimes de l'huile, ce qui augmente beaucoup la valeur thérapeutique de la nouvelle préparation.

4° Cet intermède, non seulement conserve à l'huile toute sa fraîcheur et sa pureté, et prévient toute altération par l'effet du temps et de l'air, mais encore il agit comme un tonique léger et agréable sur la muqueuse stomachale.

5° La véracité indubitable des faits cliniques présentés rend manifeste l'importance de votre préparation dans le traitement de certaines affections des poumons, des intestins et des lymphes. Il n'est plus permis aujourd'hui de mettre en doute ces faits qui donnent à votre Huile Phosphatée des titres nombreux à la confiance de la profession médicale.

☞ Le "Patent Starch Gloss" de Shepard est à vendre chez J. B. Judlin, Vieille-Levée 300, par 5 cents, 10 cents ou par boîte entière. Essayez-le. Il donne au linge un lustre magnifique et épargne le travail.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

La revue a eu lieu.

Le marshal Packard doit être satisfait, le général Emory a passé ses troupes en revue, dimanche matin, à huit heures et demie, rue du Canal, devant quelques badauds que la curiosité avait attirés sur les lieux.

La manœuvre a très bien été et tous les mouvements commandés par le général en chef ont été exécutés avec une précision militaire.

Nous nous abstenons de tout commentaire, en nous contentant de traduire le paragraphe suivant que nous trouvons dans le New York *Herald* :

L'ARMÉE A LA NOUVELLE-ORLÉANS.—"La suggestion faite par les chefs du parti Kellogg, que le général Emory devrait passer en revue les troupes dans la ville de la Nouvelle-Orléans, afin d'inspirer plus de courage moral aux noirs, est un outrage contre le bon ordre et la décence, qui n'est pas dans les habitudes de ce parti, et audacieux qu'il soit?

"Ainsi, pour rassurer les nègres, il faut intimider les blancs à l'aide des baïonnettes.

"L'armée, nécessairement, a été envoyée au Sud pour inspirer un sentiment de terreur; mais, si elle est employée de cette façon, elle commet une injustice flagrante, en faisant intervenir la force armée dans les affaires politiques."

Ingraham positivement destitué comme Greffier de la première Cour et remplacé par Clay.

Le sieur John R. Clay est entré en fonction hier, comme greffier de la Première Cour de District. Il a remplacé Jim Ingraham, destitué par Kellogg, parce qu'il avait osé exprimer son intention bien arrêtée de n'être plus un esclave.

Le juge Abell a commis à accepter Clay, qui a prêté le serment d'usage, mais il a déclaré que Kellogg ne pouvait nommer un officier public, dont le choix dépendait d'une élection populaire, qu'autant qu'il y eut une place vacante.

En destituant Jim Ingraham, qui avait succédé à M. John Fitzpatrick, démissionnaire, pour le remplacer par John R. Clay, Kellogg a commis une usurpation de pouvoir flagrante.

La Première Cour de District, cependant, n'ayant pas juridiction en pareille matière, le juge Abell se croit forcé de reconnaître le dernier greffier tenant une nomination régulière, sauf à en référer au gouverneur de l'Etat.

La machine d'élection de M. Field

M. Field, le pseudo-avocat général de l'Etat, juge l'avocat en titre de tous les assassinats et de tous les voleurs, ayant combiné un petit complot pour annuler à peu près 9,000 votes en côté des conservateurs. Il a pour but de mettre le veto sur la naturalisation émise par la Seconde Cour de District de neuf mois par validés devant la loi, se prépare à mettre son plan à exécution.

Le *Republican* a publié tout au long la prétendue opinion *légale* de ce cauteleux personnage.

Ses arguments sont basés sur ce que la Seconde Cour de District n'étant qu'une Cour d'épreuves, ne peut pas émettre des certificats de naturalisation, ce qui a été fait pendant deux ans. Il a donc besoin de contrer l'opposition de la part d'avocats éminents bien plus éclairés que M. Field.

Comme ce mouvement a été préparé d'avance, des listes ont été faites par les assistants supervisors de l'enregistrement, portant les noms de tous les étrangers qui ont obtenu des papiers de naturalisation dans la Seconde Cour, dont voici un aperçu, quant au nombre.

Citoyens naturalisés, de janvier 1864 à juillet 1866.....	814
De septembre 1866 au 24 octobre 1872.....	4,919
D'octobre 1868 à octobre 1870.....	1,163
D'octobre 1870 au mois d'août 1872..	83
De novembre 1872 à octobre 1874.....	1,964
Total des citoyens naturalisés..	8,404

On voit que M. Field a bien calculé pour donner le succès au parti radical dans l'élection de novembre.

Le juge Voorhies a donné une opinion sur cette question de juridiction, diamétralement opposée à celle de M. Field, mais, on peut s'attendre sans trop se tromper, à ce que la majorité impose sa conscience au vateur, et dans ce cas, on refusera le droit de voter aux 8,404 citoyens naturalisés qui sont enregistrés.

Mais, rira bien qui rira le dernier, et le temps approche où nous pourrons sonder, être à jamais débarrassés de M. Field et des aventuriers qui lui ressemblent.

Les fraudes dans l'enregistrement.

Le comité de vérification, qui continue ses belles travaux, a trouvé un vaste champ des plus grands éloges, a découvert déjà près de 3000 fraudes dans l'enrégistrement des votants et il est prêt à punir les coupables, qui sont pour la plupart des nègres. Il y a un certain individu, nous a-t-on dit, qui s'est fait enregistrer quatorze fois dans différents wards et sous différents noms ; d'autres cas aussi forts ont été plus raisonnables et n'ont été enregistrés que quatre fois.

Des affidavits seront lancés contre tous ces intrigants de bas étage et comme les preuves les plus convaincantes seront fournies, il y a lieu d'espérer que quelques uns d'entre eux auront lieu d'aller travailler sur les levées, pour le plus grand bien de la Louisiane, sous le contrôle des fermiers du pénitencier d'Etat.

Les journaux véridique et honnête de la langue fanse de sommer ainsi un comité de vérification.

Le journal véridique et honnête de la république a publié, dans son numéro de dimanche, que le dit comité a découvert trois fraudes, mais qu'il y en a des milliers d'autres.

A ces taux, la majorité blanche de la Nouvelle-Orléans, que l'on n'avait jamais songé à contester jusqu'à présent, deviendrait une minorité infime.

On apprend toujours du nouveau en lisant le *Republican* !

Une fusion dans le 7ème Ward.

Le club démocratique conservateur du septième ward après une conférence avec le club reformateur a fusionné avec ce dernier, choisi un candidat pour la Législature, pour un membre du comité et offre toutes les garanties imaginables.

M. George Bickerstaff a été nommé par les conservateurs et les hommes de couleur ont choisi leur président, Marcellin Dupuis.

Les nominations ont été ratifiées par les deux clubs réunis.

Le petits métropolitains et ses arrières.

Décidément, les métropolitains font beaucoup de bruit et peu de besogne. Samedi dernier ils possédaient des haute cris et juraient sur leurs grand dieux qu'ils allaient tous quitter le service s'ils n'étaient pas payés lundi.

Quand le fameux quart d'heure de mettre leur plan à exécution est arrivé, hier matin, ils sont tous restés tranquilles et se sont contentés d'envoyer un autre comité à Kellogg pour implorer sa pitié.

Deux incendies.

Vers six heures, dimanche matin, le feu s'est déclaré dans la maison en briques, de deux étages, No 86 de la rue Baronne, appartenant à M. Newgass et occupée par M. D. K. Hollingworth, qui y tenait un entrepôt de voitures. Le bâtiment a été partiellement détruit avant que les dégâts peuvent être évalués à $8000, couverts par une assurance pour plus que ce montant.

Les flammes ont gagné la bâtisse voisine, appartenant à Hugh Mc Cann qui y tenait une boutique de cigares. Les dégâts ne dépassent pas $100.

A huit heures, le même matin, le feu a été découvert dans la maison à deux étages, rue des Magasins 78, appartenant à M. Sam. Todd et occupée par lui. Il a été éteint promptement et les pertes sont insignifiantes.

Coups de Couteau.

Larkin Johnson, cocher, était assis avec sa femme, dimanche après-midi sur le pas de sa porte, rue Lafayette 440, et ne songeait nullement à mal, quand un matelot du nom de Wm. Wilson est venu se planter devant lui, un couteau ouvert à la main, et l'a accablé d'injures en le défiant au combat.

Johnson a pris patience d'abord et a fini par se fâcher à la longue. Une lutte s'est engagée entre les deux hommes et Wilson a reçu deux blessures très graves dans le dos, tranchant presque entièrement l'épine dorsale. Son état est très critique.

Johnson a été arrêté et mis sous les verrous.

Café Fallanette.

Tel est le nom du nouveau café créé par M. Paul Dupéro rue Toulouse, pour toute la saison théâtrale.

"Fallanette" est un mot italien qui signifie maison bien tenue, et nous avons lieu de croire que ce titre n'aura pas été choisi en vain.

Les amis de M. Dupéro lui ont rendu visite, hier soir, pour inaugurer son nouvel établissement et tout s'est parfaitement passé.

Le propriétaire et ses garçons sont courtois et actifs ; il se donnent du mal pour plaire à leurs clients et nous croyons que ceux-ci ne manqueront pas.

Nos amis de M. Dupéro lui ont rendu visite, hier soir, pour inaugurer son nouvel établissement et tout s'est parfaitement passé.

Le propriétaire et ses garçons sont courtois et actifs ; il se donnent du mal pour plaire à leurs clients et nous croyons que ceux-ci ne manqueront pas.

Voilà une troupe au moins dont on peut parler sérieusement.

THÉATRE DU GLOBE.—Les sœurs Worrell ont commencé la troisième semaine de leur engagement par le burlesque des Brigands, plein de situations comiques.

Bébé Bindley est toujours la petite merveille que nous connaissons et toute la troupe de vaudeville, en général, continue à mériter les suffrages du public.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

La revue a eu lieu.

Le marshal Packard doit être satisfait, le général Emory a passé ses troupes en revue, dimanche matin, à huit heures et demie, rue du Canal, devant quelques badauds que la curiosité avait attirés sur les lieux.

La manœuvre a très bien été et tous les mouvements commandés par le général en chef ont été exécutés avec une précision militaire.

Nous nous abstenons de tout commentaire, en nous contentant de traduire le paragraphe suivant que nous trouvons dans le New York *Herald* :

L'ARMÉE A LA NOUVELLE-ORLÉANS.—"La suggestion faite par les chefs du parti Kellogg, que le général Emory devrait passer en revue les troupes dans la ville de la Nouvelle-Orléans, afin d'inspirer plus de courage moral aux noirs, est un outrage contre le bon ordre et la décence, qui n'est pas dans les habitudes de ce parti, et audacieux qu'il soit?

"Ainsi, pour rassurer les nègres, il faut intimider les blancs à l'aide des baïonnettes.

"L'armée, nécessairement, a été envoyée au Sud pour inspirer un sentiment de terreur; mais, si elle est employée de cette façon, elle commet une injustice flagrante, en faisant intervenir la force armée dans les affaires politiques."

Ingraham positivement destitué comme Greffier de la première Cour et remplacé par Clay.

Le sieur John R. Clay est entré en fonction hier, comme greffier de la Première Cour de District. Il a remplacé Jim Ingraham, destitué par Kellogg, parce qu'il avait osé exprimer son intention bien arrêtée de n'être plus un esclave.

Le juge Abell a commis à accepter Clay, qui a prêté le serment d'usage, mais il a déclaré que Kellogg ne pouvait nommer un officier public, dont le choix dépendait d'une élection populaire, qu'autant qu'il y eut une place vacante.

En destituant Jim Ingraham, qui avait succédé à M. John Fitzpatrick, démissionnaire, pour le remplacer par John R. Clay, Kellogg a commis une usurpation de pouvoir flagrante.

La Première Cour de District, cependant, n'ayant pas juridiction en pareille matière, le juge Abell se croit forcé de reconnaître le dernier greffier tenant une nomination régulière, sauf à en référer au gouverneur de l'Etat.

La machine d'élection de M. Field

M. Field, le pseudo-avocat général de l'Etat, juge l'avocat en titre de tous les assassinats et de tous les voleurs, ayant combiné un petit complot pour annuler à peu près 9,000 votes en côté des conservateurs. Il a pour but de mettre le veto sur la naturalisation émise par la Seconde Cour de District de neuf mois par validés devant la loi, se prépare à mettre son plan à exécution.

Le *Republican* a publié tout au long la prétendue opinion *légale* de ce cauteleux personnage.

Ses arguments sont basés sur ce que la Seconde Cour de District n'étant qu'une Cour d'épreuves, ne peut pas émettre des certificats de naturalisation, ce qui a été fait pendant deux ans. Il a donc besoin de contrer l'opposition de la part d'avocats éminents bien plus éclairés que M. Field.

Comme ce mouvement a été préparé d'avance, des listes ont été faites par les assistants supervisors de l'enregistrement, portant les noms de tous les étrangers qui ont obtenu des papiers de naturalisation dans la Seconde Cour, dont voici un aperçu, quant au nombre.

Citoyens naturalisés, de janvier 1864 à juillet 1866.....	814
De septembre 1866 au 24 octobre 1872.....	4,919
D'octobre 1868 à octobre 1870.....	1,163
D'octobre 1870 au mois d'août 1872..	83
De novembre 1872 à octobre 1874.....	1,964
Total des citoyens naturalisés..	8,404

On voit que M. Field a bien calculé pour donner le succès au parti radical dans l'élection de novembre.

Le juge Voorhies a donné une opinion sur cette question de juridiction, diamétralement opposée à celle de M. Field, mais, on peut s'attendre sans trop se tromper, à ce que la majorité impose sa conscience au vateur, et dans ce cas, on refusera le droit de voter aux 8,404 citoyens naturalisés qui sont enregistrés.

Mass Meeting
Salle du Comité des 70.

A cette réunion tenue ce soir les résolutions ont été adoptées à l'unanimité.

RÉSOLU que le comité des 70 invite instamment tous les citoyens à s'assembler en mass-meeting devant l'Hôtel de Ville JEUDI soir, 29 courant, à 8 heures afin de prendre en considération les graves et sérieux intérêts actuellement mis en péril par l'arrestation de son conseil, dans tout l'Etat par le pouvoir usurpateur, l'atteinte portée aux droits de milliers de nos concitoyens naturalisés et les fraudes énormes commises sous les lois d'enregistrement et d'élection.

R. H. MARR,
Président.
JOSEPH COLLINS, GEO. J. SIEGEL,
Secrétaires.

MEURTRE DU BARREAU DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Les confrères du Barreau sont priés de se trouver dans la salle de la Sixième Cour de District, mercredi, 28 octobre, à 11 heures A. M., dans le but de prendre en considération l'opinion émise de l'avocat-général Field au sujet de l'autorité de la Seconde Cour de District à naturaliser des étrangers et pour adopter telle mesure qui sera jugée nécessaire, sur le champ, par la majorité des membres du barreau présents à cette assemblée.

Il sera fait rapport de la présente convention, en état complet, à la séance du 29 courant.

Par ordre du Bureau,
GEO. NATHER, Sect.

Banque de Louisiane, 28 Oct.—No 37 de 1874. Il est par les présentes donné avis que 10 actionnaires de cette banque ont demandé à être autorisés à retirer leur capital et à cesser les affaires de la dite banque, sur la base de 50 cents par piastre, le 30 novembre 1874, les 9/10 des actionnaires ayant déjà donné leur consentement à cette mesure. Les actionnaires qui ne donneront pas leur consentement à cette mesure sont requis de le faire savoir au bureau de la banque, dans les quinze jours de la présente date.

Ordre du Bureau de Direction.
GEO. NATHER, Sect.

28 oct—6t.

Au Public.

Nouvelle-Orléans, 26 octobre 1874.

LE soussigné certifie qu'il était porteur de la 1re de billet combinée sous N° 12 25 73—classe 39 de la Loterie de l'Etat de la Louisiane—billet qui a gagné le premier gros lot de cinq mille vingt-sept piastres et 50 cents, le vendredi, 23 octobre 1874. La dite mention avait coûté cinquante cents au bureau de N. Marche, No 10 de la rue St-Charles. Le soussigné a été dûment récompensé par une présentation aux bureaux de la Compagnie.

Signé—1172 GEO. J. SIEGEL.

Etoffes pour Meubles et pour nettoyer.

A. MICHEL & BRO.

Importateur, No 27 de la rue de Chartres, a reçu par les derniers arrivages :

TERKISH BROCHES, Nap de Paris, &c, &c.
TERKISH BROCHES, Nap de Paris, &c, &c.
Rue 1816, de nouveaux de couleurs de choix.
DAMAS, Unis, &c.
ES FINNES, grande variété, laines, &c.
Rideaux de Dentelles, Guipures, Cretonnes, Canevas, Gimps, cornières, Cravates, &c.
28 oct—1mos. Fr A. MICHEL & BRO.

Marques du Record des Assurances.—Nos 1 et 2 de 1874. Il est par les présentes donné avis que le Record des Assurances 1874, nos 1 et 2, a été déposé dans le bureau du Secrétaire d'Etat, le 26 octobre 1874, et que les compagnies qui ont fait leur rapport pour le premier semestre de 1874 sont autorisées à continuer leurs affaires dans cet Etat.

Bureau du Secrétaire d'Etat,
Nouvelle-Orléans, 26 octobre 1874.

27 oct—2t. JOHN LYNCH, Sec. d'Etat.

Pianos et Orgues.

Grande variété. — Dernière importation.

Très bas prix.

GRUNEWALD HALL